

Pacte Mondial

Communication sur le progrès de Natixis - année 2010

Laurent Mignon, Directeur Général de Natixis, a confirmé en 2010 l'adhésion de Natixis au Pacte Mondial, et sa volonté d'intégrer ces principes aux valeurs qui orientent la stratégie de la banque et ses pratiques opérationnelles.

Natixis s'engage ainsi à soutenir et appliquer ses principes fondamentaux, dans les domaines des droits de l'homme, des normes de travail et de l'environnement, et de lutte contre la corruption.

Des actions menées depuis 2005 dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale de Natixis ont commencé à donner des résultats qui participent à l'application de ces principes. Ce document résume les progrès réalisés notamment dans les domaines du respect de l'environnement et des normes de travail.

Les 10 principes du Pacte Mondial des Nations Unies :

Droits de l'homme

1. Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme
2. Veiller à ne pas se rendre complice de violations des droits de l'homme

Normes du travail

3. Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective
4. Eliminer toutes formes de travail forcé ou obligatoire
5. Abolir de manière effective le travail des enfants
6. Eliminer la discrimination en matière d'emploi et de profession

Environnement

7. Appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant l'environnement
8. Entreprendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement
9. Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

Lutte contre la corruption

10. Agir contre la corruption sous toutes ses formes

Actions et communication sur le progrès de Natixis pour 2010

Droits de l'homme

Natixis, à travers sa direction Achats, associe ses fournisseurs au respect des principes du Global Compact. Les différents documents établis par la direction Achats (appels d'offre, charte développement durable fournisseur, contrats) incluent des clauses relatives au respect des droits de l'homme.

Le référentiel achat et les questionnaires fournisseurs intégrés lors des appels d'offre ont été mis à jour en 2009. Davantage de critères sociaux y ont été intégrés.

Normes du travail

Chez Natixis, la liberté d'association et le droit à la négociation collective sont reconnus. La liberté d'opinion est inscrite dans la convention collective des banques à laquelle est soumise Natixis.

Selon la dernière notation de Vigéo, Natixis figure parmi les établissements leaders dans la gestion des ressources humaines, compte tenu de ses efforts particuliers en matière de dialogue social et d'accompagnement des collaborateurs lors des plans de départ volontaires.

La non discrimination et le principe d'égalité professionnelle sont inscrits dans la convention collective des banques, et Natixis est attentif à la richesse apportée par des collaborateurs d'âges, de cultures et d'expériences différents, sans distinction de catégorie (hommes ou femmes, juniors ou seniors, personnes handicapées ou valides, minorités ethniques...).

Concernant l'application de ces principes par nos fournisseurs et sous-traitants, les différents documents établis par la Direction achats incluent des clauses relatives au respect des conventions de l'Organisation internationale du travail sur l'élimination du travail forcé, l'abolition du travail des enfants l'élimination de la discrimination.

Signant en 2009 la Charte de la diversité, Natixis a affirmé son engagement sur une politique sociale fondée sur l'intégration par l'emploi, le respect de l'égalité des chances, la prévention des discriminations et la promotion de la diversité qui reflète celle de la société.

La fonction « responsable de la Diversité » a été créée avec pour mission la conduite de la politique et des plans d'action qui en découle pour le périmètre de Natixis intégrée (11 000 collaborateurs en France).

Trois cibles prioritaires ont été retenues: l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, le maintien dans l'emploi des seniors et l'accompagnement des collaborateurs handicapés.

S'agissant de la place des femmes, elles représentent 45 % de l'effectif de Natixis S.A. et 51 % de celui de Natixis intégrée. 41 % des cadres sont des femmes et leur proportion dans le management est de 35 %. Suite à la création d'une commission égalité professionnelle au mois de juillet 2007 au sein de Natixis S.A., une négociation a été ouverte avec les partenaires sociaux sur l'égalité entre les hommes et les femmes avec l'objectif de signer un accord en 2010.

De plus, un dispositif spécial de rattrapage des écarts de rémunérations a été lancé en 2009 et sera renforcé au premier semestre 2010 avec un budget dédié de plus de 400 000 euros.

Concernant la gestion des seniors, une analyse de la situation a été engagée en 2008 au sein de Natixis, et a donné lieu en 2009 à un ensemble de préconisations. Un plan d'actions seniors a été mis en place dans chaque structure pour les années 2010 et 2011.

Le recours aux bilans professionnels spécifiques menés par des prestataires externes sera encouragé. Enfin, l'accompagnement des salariés pour la préparation de leur retraite sera renforcé et anticipé. Ce plan sera soutenu par une sensibilisation des collaborateurs et des managers à la richesse des équipes d'âges divers.

La place des collaborateurs handicapés dans l'entreprise a été confirmée comme un enjeu spécifique de responsabilité sociétale dès 2006, date de la création de la mission handicap.

En 2009, la sensibilisation au handicap s'est adressée à une cible élargie (au delà des Ressources humaine) avec la participation de collaborateurs des directions opérationnelles à 6 sessions de formation en 2009.

Un diagnostic sur l'emploi de travailleurs handicapés a été mené dans 3 filiales : Coface, la Banque privée 1818 et Natixis Lease. Cette action sera menée sur l'ensemble des métiers du périmètre intégré au cours du premier semestre 2010 afin de construire un nouveau plan d'action coordonné entre toutes les structures et de négocier un accord avec les partenaires sociaux pour les 3 prochaines années.

Environnement

Natixis a poursuivi, en 2009, la prise en compte des exigences et des nouvelles opportunités liées au développement durable, en travaillant sur le principal levier d'action d'un établissement financier : les investissements et les financements.

Gestion des risques :

Pour les financements de projets réalisés par Natixis, une annexe environnementale a été mise en place depuis 2005 pour mesurer l'exposition de la banque aux risques sociaux et environnementaux liés aux grands projets. En parallèle, en 2009, des réflexions ont été entamées concernant la signature par Natixis des Principes Équateur et la mise en place d'une politique de responsabilité sociale et environnementale dans les financements accordés par la banque.

Opportunités :

Natixis confirme sa place de leader en 2009 dans le financement des énergies renouvelables et de l'environnement, avec une gamme très complète d'offres dans les différents métiers :

Dans son activité de financements de projets, Natixis a poursuivi son développement dans le secteur des énergies renouvelables grâce au financement de huit opérations (cinq dans le secteur éolien, deux dans le secteur solaire et un portefeuille d'actifs de secteurs mixtes géothermie/éolien/solaire) au cours de l'exercice 2009. À ce jour plus de 63 projets ont été financés totalisant 8 365 MW de capacités installées.

Natixis Lease a participé au financement de 15 centrales solaires photovoltaïques, 9 fermes éoliennes ,1 centrale de biogaz de décharge

Natixis Environnement & Infrastructures gère près d'un milliard d'euros au travers de 6 fonds d'investissement dédiés à l'environnement et aux infrastructures durables (FIDEME et EuroFIDEME 2, European Carbon Fund (ECF), European Kyoto Fund, FIDEPPP et Cube infrastructures.

Natixis Private Equity a déjà réalisé une dizaine d'investissements dans le secteur de l'environnement (photovoltaïque, conseil en environnement, recyclage)

Marché carbone :

Natixis intervient sur les principaux marchés carbone (permis européens de CO2, crédit carbone...). Depuis le début du Système européen de permis de CO2, la banque propose à ses clients une offre diversifiée leur permettant de gérer leur contrainte carbone ou de saisir les opportunités liées à ces nouveaux marchés.

Investissement socialement responsable (ISR)

Natixis Asset Management est pionnière en Investissement Socialement Responsable (ISR) et compte 14 fonds labélisé ISR par Novethic en 2009.

En 2009, Natixis Asset Management a développé une expertise de gestion intégrant les impacts du changement climatique et lancé Impact Funds Climate Change. Ce fonds investit dans des sociétés dont les activités contribuent à lutter contre les causes du changement climatique ou à s'adapter à ses effets. Face à l'ampleur de cette problématique, Natixis Asset Management a constitué le Comité Scientifique Climate Change. Présidé par Carlos Joly (spécialiste de l'ISR et cofondateur de l'UNEP-FI), ce comité est composé de 7 experts reconnus (climatologue, économiste, géographe...) qui aident les équipes de gestion à anticiper les tendances climatiques et réglementaires ainsi qu'à analyser les impacts du changement climatique sur les différents secteurs d'activités, pays ou régions. Créé le 5/10/2009, Impact Funds Climate Change affiche au 31/12/2009 un encours de près de 110 millions de dollars US.

Gestion de l'impact environnemental de notre fonctionnement

Natixis a également mis en place un certain nombre d'actions qui permettent de maîtriser son impact direct sur l'environnement :

Comme entre 2007 et 2008, Natixis constate une baisse globale des consommations d'eau, d'énergie et de papier entre 2008 et 2009. Voici les détails des baisses par poste de travail :

- baisse de 11 % des consommations de papier par poste de travail
- baisse de 27 % des consommations d'eau par poste de travail
- baisse de 5 % des consommations d'énergies dans les immeubles « centraux » par poste de travail

Natixis a obtenu en 2009, les certifications ISO 9001 (management de la qualité) et 14001 (management environnemental) pour l'exploitation de ses immeubles.

Natixis a continué l'organisation du tri des déchets et constate des résultats variables sur les différentes filières : papier, piles, cartouches, matériel informatique et bureautique, téléphones.

Evolution du tri des déchets entre 2008 et 2009

Déchets	Traitement	Quantité 2008	Quantité 2009
Papier, enveloppes et cartons	Poubelles de tri sélectif dans les bureaux, avec une récupération du papier destiné à être recyclé. Récupération des imprimés obsolètes pour recyclage du papier	1 603 t	1 084 t
Piles et batteries	Point de collecte dans les différents halls d'accueil. Collecte, transport et traitement par un prestataire extérieur agréé conformément à la réglementation	1 040 kg	1 200 kg
Cartouches	Récupération des cartouches usagées pour recyclage	4274 cartouches	9055 cartouches
Matériels informatiques et bureautiques (hors téléphones portables)	Matériel traité par un prestataire spécialisé, en vue de leur traitement ou de leur valorisation matière conforme à la réglementation environnementale en vigueur	48 416 kg	51 900 kg
Téléphones portables et blackberry	Pris en charge par les Ateliers du bocage, association affiliée au réseau Emmaüs. Le matériel en état de fonctionnement est mis en vente dans les boutiques Emmaüs Le matériel défectueux est transféré à des filières pour traitement conforme	511 tél.	893 tél.

Plan de Déplacement Entreprise (PDE):

Site de covoiturage :

- évolution du site et inauguration d'une nouvelle version en 2010
- 1200 inscrits à ce jour
- 120 annonces en cours
- 23 sites de Natixis représentés

Réunions professionnelles

Afin d'utiliser les nouvelles technologies pour remplacer des réunions nécessitant des déplacements, Natixis privilégie les conférences téléphoniques, visioconférences et web conférences dont l'utilisation a progressé de manière significative en 2009 (visioconférences : 1 156 réservations en 2009, contre 888 en 2008, 856 en 2007).

Parc automobile

Des objectifs plus ambitieux ont été définis pour la Car Policy 2009, avec une baisse du taux de rejet pour les renouvellements de véhicules : la moyenne du taux d'émission de CO2 est ainsi passée de 126 g (Car Policy 2008) à 123 g (Car Policy 2009). Pour 2010 il est prévu de faire le choix de nouveaux modèles hybrides dans les gammes constructeurs ou de véhicules diesel avec filtre contre le NOx (Oxydes d'azote) et de sensibiliser les collaborateurs à l'écoconduite.

Achats responsables

La direction des Achats a continué à déployer sur 2009 sa stratégie d'achats socialement responsables sur le périmètre Natixis.

Depuis 2005, les appels d'offres intègrent des critères « produits » relatifs au développement durable.

Ces critères formalisés dans un "Référentiel des achats responsables" font l'objet d'une veille régulière afin d'être en phase avec les éventuelles actualisations des référentiels ou évolutions réglementaires.

Concernant les exigences sociales, Natixis a intégré des critères de non-discrimination dans les contrats signés avec les entreprises de travail temporaire et incité à l'insertion des travailleurs handicapés dans les missions d'intérim. Un appel d'offres, initié en 2009, concernant les plateaux repas a été ouvert à des entreprises du secteur adapté.

Sensibilisation à la protection de la biodiversité

Natixis soutient l'association Noé Conservation qui a lancé en 2008 la campagne de sensibilisation « Biodiversité, nos vies sont liées » ; cette campagne montre à travers 20 thèmes (santé, alimentation, travail, loisirs arts...) à quel point notre vie quotidienne dépend de la biodiversité et quels sont les gestes à suivre pour la protéger.

Lutte contre la corruption

Natixis met en place les mesures suivantes pour lutter contre la corruption dans le cadre de ses opérations :

- formation du personnel impliqué,
- communication,
- due diligence renforcées pour les clients à risques, tant au moment de l'entrée en relation qu'au fil des relations.

Des audits permanents et périodiques sont en place au sein du groupe pour contrôler le suivi et le reporting des activités et opérations à risques, notamment celles qui sont susceptibles de comporter un risque de corruption.